



COMMISSION EUROPEENNE POUR L'EFFICACITE DE LA JUSTICE
(CEPEJ)

QUESTIONNAIRE POUR ÉVALUER LES SYSTÈMES JUDICIAIRES 2007

Pays : Lettonie

Correspondant national

Nom Prénom : **KARLSONE Agnija**

Profession : **Head of the public Relation Division**

Organisation : **Court of Administration**

E-mail : **Agnija.karlsone@ta.gov.lv**

N° Téléphone :

1. Données démographiques et économiques

1. 1. Généralités

1. 1. 1. Habitants et informations économiques

1) Nombre d'habitants

2294590

2) Dépenses publiques totales annuelles de l'Etat/le cas échéant dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €)

	Montant
Niveau national	5064207410
Niveau territorial / entités	

3) PIB par habitants (en €)

7005

4) Salaire moyen brut annuel (en €)

5156

5) Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1 janvier 2007

0,702804

Veillez indiquer les sources des questions 1 à 4

1., 3., 4. - Central statistic bureau of Latvia, www.csb.gov.lv

2. - Law on State Budget 2006

1. 2. Données budgétaires relatives au système judiciaire

1. 2. 2. Budgets (tribunaux, ministère public, aide judiciaire, frais)

6) Budget total annuel approuvé et alloué à l'ensemble des tribunaux (en €)

32416128

7) Veuillez préciser

Data involves budget for regional courts, district (city) courts, Administrative regional court, Administrative district court and for the Supreme Court.

8) Le budget approuvé pour les tribunaux inclut-il les postes suivants? Veuillez préciser pour chaque poste (ou pour certains d'entre eux) les montants concernés:

Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	22134811
Budget public annuel alloué aux nouvelles technologies de l'information (équipements, investissements, maintenance)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	1233493
Budget public annuel alloué aux frais de justice	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	114881
Budget public annuel alloué aux bâtiments (maintenance, budget de fonctionnement)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	5815877
Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)	<input type="checkbox"/> Oui	
Budget public annuel alloué à la formation	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	248957
Autres (Veuillez préciser)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	2868109

9) Le budget public annuel alloué à l'ensemble des tribunaux a-t-il été modifié (augmentation – diminution) lors des cinq dernières années ?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser (par exemple en fournissant une indication sur l'augmentation ou la diminution du budget lors des cinq dernières années)

The main increase is in following positions: salaries for judges and court employees, expenses for strengthening capacity of the administrative courts, rent charges for premises and as well as compensation for increase of the service costs.

10) Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe ou des frais pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun :

en matière pénale ?

en matière autre que pénale ?

Si oui, existe-t- il des exceptions ? Veuillez préciser:

The court can dismiss the payment of civil procedure during civil case hearing in the court.

11) Si oui, veuillez préciser le montant annuel des frais (ou taxes) perçus par l'Etat (en €)

9238216

12) Budget total annuel approuvé pour l'ensemble du système de justice (en €)

130101946

13) Budget public annuel approuvé et alloué à l'aide judiciaire (en €)

1072771

14) Si possible, veuillez préciser

	le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire dans les affaires pénales	le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire dans les affaires autres que pénales
Montant	N.A.	N.A.

15) Le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire est-il compris dans le budget des tribunaux ? Oui Non**16) Budget public annuel approuvé et alloué au Ministère public (en €)**

17113881

17) Le budget public annuel alloué au Ministère public est-il compris dans le budget des tribunaux ? Oui Non**18) Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux :**

	Préparation du budget global des tribunaux	Adoption du budget global des tribunaux	Gestion et répartition du budget entre les tribunaux	Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national
Ministère de la justice	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Autre ministère	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Parlement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Cour Suprême	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Conseil Supérieur de la Magistrature	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Organisme d'inspection	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Autre	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

19) Si autre ministère et/ou organisme d'inspection et/ou autre, veuillez préciser (suite de la

question 18):

Other Ministry - Ministry of Finance
Inspection body - State Audit Office
Other - Court Administration.

There is no Judicial Council in Latvia. According to the Law "On Judicial Power" the Court Administration is responsible for financial resources of the district (city) courts, regional courts and Land Registry Offices, as well as for preparing budget request project for courts and Land registry Offices. The management of finances of the Supreme Court is provided by Supreme Court's Administration. Funding of the Supreme Court is provided by a separate item in the State budget. The Court accounts for its use of the funds to the Ministry of Finance, to the State Treasury and to the State Auditor.

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- **tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus**
- **les caractéristiques de votre système budgétaire et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années**
- **si possible un organigramme avec une description des compétences des différentes instances responsables des procédures budgétaires**

Question nr.8.:

In the section "other" are included following items: taxes, health insurance, expenses for safety arrangements, communication service, administration expenses, furniture purchase, expenses for long service pension of judges, as well as expenses for transport.

Veillez indiquer les sources pour les questions 6, 7, 13 et 16

- 6. - Court Administration, Supreme Court
- 7.- Court Administration
- 13. - Legal Aid Administration
- 16. - Presecuter General's Office.

2. Accès à la justice

2. 1. Aide judiciaire

2. 1. 1. Principes

20) L'aide judiciaire concerne-t-elle :

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Représentation devant les tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Conseil juridique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Autres	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

21) Si autres, veuillez préciser (suite de la question 20) :

Other means preparation of legal documents.

22) L'aide judiciaire prévoit-elle la couverture ou l'exonération des frais de justice?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser:

23) Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

24) Nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire publique octroyée au niveau national, régional ou local:

	Nombre
Total	669
En matière pénale	11
En matière autre que pénale	658

25) En matière pénale, toute personne qui n'en a pas les moyens peut-elle bénéficier de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat ?

- Oui
 Non

26) Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et biens du demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire :

	Non	Oui	Total
en matière pénale ?		X	128 EUR
en matière autre que pénale ?		X	128 EUR

27) En matière autre que pénale, est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice)?

- Oui
 Non

28) Si oui, la décision pour accorder ou refuser est-elle prise par :

- le tribunal ?
 une instance extérieure au tribunal ?
 une instance mixte tribunal/organe externe ?

29) Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux justiciables de financer une action en justice?

- Oui
 Non

Veillez préciser :

Expenses are covered by the state budget.

30) La décision judiciaire peut-elle porter sur la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :

	oui	non
en matière pénale ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
en matière autre que pénale ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

- les caractéristiques de votre système d'aide judiciaire et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

Legal Aid Administration is deciding on granting the legal aid to victims in civilcases, administrative cases and criminal cases, evaluating person's level of income and condition of the property according to the normative acts.

Veillez indiquer les sources pour les questions 24 et 26

24. - Legal Aid Administration, www.jap.gov.lv

26. - Regulations of the Cabinet of Minister 04.07.2006. nr. 558 "Regulations on person's special situation, condition of the property and level of the income accordance to state provided legal aid granting", Legal Aid Administration

2. 2. Usagers des tribunaux et victimes

2. 2. 1. Droit des usagers et victimes

31) Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: Ministère de la Justice, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement (Veillez précisez les adresses Internet) :

aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.) ? oui

www.likumi.lv,
www.mk.gov.lv,
www.saeima.lv,
www.vestnesis.lv,
www.ttc.lv,
<http://pro.nais.lv>

à la jurisprudence des hautes juridictions ? oui

www.tiesas.lv,
www.at.gov.lv,
www.satv.tiesa.gov.lv

à d'autres documents (par exemple formulaires) ? oui

www.legal.lv,
www.juridica.lv

32) Votre système prévoit-il une obligation d'information des parties concernant les délais prévisibles de la procédure judiciaire ?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser:

It is necessary to announce information to the parties concerning court proceedings.

33) Existe-t-il un système d'information spécifique, public et gratuit, pour informer et aider les victimes d'infractions?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser:

The information is available in the concete institutions web sites.

34) Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables, au cours des procédures judiciaires, aux catégories de personnes vulnérables suivantes :

	Dispositif d'information	Modalités d'audition	Droits procéduraux	Autres
Victimes de viol	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Victimes du terrorisme	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Enfants/Témoins/Victimes	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Victimes de violence domestique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Minorités ethniques	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Personnes handicapées	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Délinquants mineurs	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

35) Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?

- Oui
 Non

36) Si oui, cette procédure d'indemnisation consiste-t-elle en

- un dispositif public ?
 une décision du tribunal ?
 un dispositif privé ?

Si oui, quels sont les types d'affaires entrant dans le cadre de cette procédure ?

Compensation in a court decision concerns criminal cases.

37) Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts prononcés par les juridictions pour les victimes?

- Oui
 Non

si oui, veuillez préciser :

38) Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance)?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

39) Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez spécifier :

It is according to the Criminal Procedure Law.

2. 2. 2. Confiance des citoyens dans leur justice

40) Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :

- durée excessive de la procédure ?
- non exécution des décisions de justice?
- arrestation injustifiée ?
- condamnation injustifiée ?

Si oui, veuillez préciser (dispositif, tarif journalier) :

41) Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes auprès des usagers ou des professions juridiques (juges, avocats, fonctionnaires, etc.) pour mesurer leur confiance dans la justice et leur degré de satisfaction par rapport au service rendu ?

- Enquêtes (de satisfaction) auprès des juges
- Enquêtes (de satisfaction) auprès du personnel des tribunaux
- Enquêtes (de satisfaction) auprès des procureurs
- Enquêtes (de satisfaction) auprès des avocats
- Enquêtes (de satisfaction) auprès des citoyens (visiteurs des tribunaux)
- Enquêtes (de satisfaction) auprès d'autres usagers des tribunaux

Si possible, veuillez préciser leurs titres, comment se les procurer, etc :

The surveys are available in the Court Administration web site www.ta.gov.lv. "Attitude of the society with the courts" May, June and September.

42) Si possible, veuillez préciser :

	Oui (Enquêtes systématiques : par exemple annuelles)	Oui (enquêtes occasionnelles)
Enquêtes au niveau national	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Enquêtes au niveau des tribunaux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

43) Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte sur la performance (par exemple la durée des procédures) ou sur le fonctionnement du système judiciaire (par exemple le traitement d'une affaire par un juge)?

- Oui
 Non

44) Si oui, veuillez préciser :

	Délai pour répondre (Oui)	Délai pour traiter la plainte (Oui)
Tribunal concerné	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Instance supérieure	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Ministère de la Justice	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Conseil supérieur de la magistrature	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Pouvez-vous donner quelques éléments d'information sur l'efficacité de cette procédure de plainte ?

3. Organisation des tribunaux

3. 1. Fonctionnement

3. 1. 1. Tribunaux

45) Nombre de tribunaux considérés comme entités juridiques (structures administratives) et implantations géographiques (compléter le tableau)

	Nombre total
Tribunaux: de droit commun de 1ère instance (entités juridiques)	34
Tribunaux: spécialisés de 1ère instance (entités juridiques)	1
Tous les tribunaux (implantations géographiques)	41

46) Veuillez préciser les différentes sphères de spécialisation (et, si possible, le nombre de tribunaux concernés)

Areas of specialization are:

- 1) processing of administrative cases in the first instance - Administrative district court - 1 administrative structure. in appeal instance - Administrative regional court – 1 administrative structure
- 2) processing of complicate civil cases and serious crime criminal cases – 5 Regional courts (5 administrative structures and 5 geographic locations)

47) Une réforme dans la structure des tribunaux est-elle envisagée (par exemple une diminution du nombre de tribunaux (implantations géographiques) ou une réforme de la compétence des tribunaux).

Oui

Non

Si oui, veuillez spécifier :

48) Nombre de tribunaux de 1ère instance compétents pour une affaire concernant :

	Nombre
un recouvrement d'une petite créance	34
un licenciement	34
un vol avec violence	39

Veillez préciser ce qu'est une petite créance dans votre pays (ne répondre que si la définition a changé par rapport à l'exercice d'évaluation précédent):

Q 48 –The concept "small claims" is not defined in the national legislation.

According to the Civil Procedure Law during accounting period – the 2006 year a debt collection for claims to LVL 30 000 (EUR 42 686) amount was under the jurisdiction of the district courts.

According to the changes in the Civil Procedure Law since the 1-st January of 2007 a debt collection for claims as far as LVL 150 000 (EUR 213 431) amount is under the jurisdiction of the district courts. Greater claims are justiciable to the regional courts as the courts of the first instance.

Veillez indiquer les sources pour la question 45

Court Administration

3. 1. 2. Juges, personnels tribunaux

49) Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents)

510

50) Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tel:

	Nombre
donnée brute	N.A.
si possible, donnée en équivalent temps plein	N.A.

51) Veillez préciser (ne répondre que si l'information a changé par rapport à l'exercice d'évaluation précédent):

N.A.

Q 49 – number of professional judges for the year 2006 is correct – 510, for the year 2004 on 31.12.2004. the number was 381. In the previous scheme the number of professional judges was indicated on 03.01.2005. – 384. The increase is related to establishment of Administrative courts in Latvia in 2004. In 2004 the Administrative courts were not completely commissioned. Also the increase is related to development of investigation judges, therefore there was developed additional work places in district courts.

52) Nombres de juges non professionnels, non rémunérés (y compris "lay judges") percevant, le cas échéant, un simple défraiement. Veillez préciser (ne répondre que si l'information a changé par rapport à l'exercice d'évaluation précédent):

2525

It is the number of elected lay judges.

Q 52 – number of lay judges for the year 2006 is 2525, it is the number of elected lay judges. For the year 2004 the number of lay judges was 4058, but it is not number of elected lay judges, it is number of determined lay judges' positions. Therefore there is so big difference.

53) Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?

Oui

Non

Si oui, pour quel(s) type(s) d'affaire(s) ?

54) Si possible, veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence?

55) Nombre de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents)

1444

56) Si possible, pouvez-vous distinguer ce personnel selon les 4 catégories suivantes:

personnels non juge (Rechtspfleger), chargé de tâches juridictionnelles ou para juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours	<input type="checkbox"/> Oui	N.A.
personnels non juge chargés d'assister les juges (préparation des dossiers, assistance à l'audience, tenue des procès verbaux, aide à la préparation de la décision) à l'instar des greffiers	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	827
personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des personnels, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	437
personnels techniques	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	180

Veuillez indiquer les sources pour les questions 49, 50, 52, 53 et 55

49, 55 - Court Administration, Supreme Court

50, 52, 53 - Court Administration

3. 1. 3. Procureurs

57) Nombre de procureurs (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents)

549

58) D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez spécifier :

59) Nombre de personnels (non procureurs) attachés au Ministère public (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents)

372

Veillez indiquer les sources pour les questions 57 et 59

Prosecutors General's Office

3. 1. 4. Budget et Nouvelles technologies**60) Qui est responsable du budget du tribunal ?**

	Préparation du budget	Arbitrage et répartition du budget	Gestion quotidienne du budget	Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget
Conseil d'administration	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Président du tribunal	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Directeur administratif du tribunal	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Greffier en chef	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Autre	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

61) Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- si possible un organigramme avec une description des compétences des différentes instances responsables des procédures budgétaires au sein des tribunaux

Court clerk office is the Court Administration.

In the section "other" - "preparation of the budget" for that is responsible also Ministry of Justice and in section "Evaluatin and control of the use of the budget" for that is responsible also State Audit Office.

62) Pour l'assistance directe au travail du juge/du greffier, quelles sont les possibilités offertes par le système informatique existant dans les juridictions ?

	100% des tribunaux	+50% des tribunaux	-50% des tribunaux	- 10 % des tribunaux
Traitement de texte	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Base de données électronique pour la jurisprudence	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Dossiers électroniques	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
E-mail	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Connexion internet	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

63) Pour l'administration et la gestion, quelles sont les possibilités offertes par le système informatique existant dans les juridictions ?

	100% des tribunaux	+50% des tribunaux	-50% des tribunaux	-10% des tribunaux
Enregistrement des affaires	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Système d'information sur la gestion du tribunal	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Système d'information financière	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

64) Pour la communication entre le tribunal et les parties, quelles sont les possibilités offertes par le système informatique existant dans les juridictions ?

	100% des tribunaux	+50% des tribunaux	-50% des tribunaux	-10% des tribunaux
Formulaire électronique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Site internet spécifique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres moyens de communication électronique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

65) Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux et du système judiciaire? (ne répondre que si l'information a changé par rapport à l'exercice d'évaluation précédent)

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution :

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- les caractéristiques de votre système judiciaire et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

Veuillez indiquer les sources pour les questions 62, 63 et 64

Court Administration

3. 2. Suivi et évaluation

3. 2. 1. Suivi et évaluation

66) Les tribunaux doivent-ils établir un rapport annuel d'activités ?

- Oui
 Non

67) Existe-t-il un système régulier de suivi des activités des tribunaux concernant:

- le nombre de nouvelles affaires ?
 le nombre de décisions rendues ?
 le nombre d'affaires faisant l'objet d'un renvoi ?
 la durée des procédures (délais)?
 autre?

Veillez préciser:

Number of processual sanctions in criminal cases

Number of dismissed cases

Number of abjured claims

Number of decisions distributed according to trialling results.

68) Existe-t-il un système régulier d'évaluation de l'activité (en termes de performance, rendement) de chaque tribunal?

- Oui
 Non

Veillez préciser

Court's statistics has been summarized twice a year, including length of courts proceedings.

69) Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance?

- Oui
 Non

70) Veuillez préciser les 4 principaux indicateurs de performance et de qualité d'une bonne justice.

- Nouvelles affaires
 Durée des procédures (délais)
 Affaires terminées
 Affaires pendantes et stocks d'affaires
 Productivité des juges et des personnels des tribunaux
 Pourcentage d'affaires traitées par un juge unique
 Exécution des décisions pénales
 Satisfaction du personnel des tribunaux
 Satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
 Qualités judiciaire et organisationnelle des tribunaux
 Coûts des procédures judiciaires
 Autre

Veuillez préciser:

71) Existe-t-il des objectifs de performance pour chaque juge?

- Oui
 Non

72) Existe-t-il des objectifs de performance au niveau des tribunaux ?

- Oui
 Non

73) Veuillez préciser qui fixe ces objectifs:

- pouvoir exécutif (par exemple ministère de la Justice)
 pouvoir législatif
 pouvoir judiciaire (par exemple un Conseil supérieur de la Magistrature)
 autre

Veuillez préciser

74) Veuillez préciser les principaux objectifs retenus :

Targets and tasks for ministry of Justice:

To determine development policy for a court system:

-to produce the development plan for judicial system

-with the co-operating with the organs of the highest education, to promote making of specialized programs for Master studios for judges

To develop the infrastructure of courts:

- to produce portal www.tiesas.lv and electronic systems of courts financing, maintenance and development methods

- to improve infrastructures of courts

To develop the capacity of courts staff:

- to increase the number of judges and court staff

- to develop training for judges and court staff conception, to produce new programs of training course and to provide teaching

- to elaborate the changes in judicial acts, that limit the action of representatives of the legal professions, if ethics faults are executed

- to provide launch discussions of representatives of legal professions, law scientists, politicians and experts about the ethics questions of legal profession

To improve the mechanism of the international legal collaboration:

- to estimate the existing mechanisms and possibilities of international collaboration of courts and improve them

To develop control of execution of court decisions and also to develop forms of alternative dispute resolution.

There is conception project "Training development for judges and court staff" in developing process. The purpose of the conception project is to produce suggestions for training developing mechanism for judges and court stuff, as well as for institutional model of development.

75) Quelle est l'autorité chargée d'évaluer ces indicateurs de performances des tribunaux :

le Conseil supérieur de la Magistrature

le Ministère de la Justice

un organe d'inspection

la Cour Suprême

un organe d'audit extérieur

autre?

Autre, veuillez préciser :

According to the Law On Judicial Power Section 107 1 , Courts Administration is a direct administrative institution subordinate to the Minister of Justice, who organizes and provides administrative management of district (city) courts, regional courts and Land

Registry Offices.

76) Existe-t-il des standards de qualité (politiques de qualité d'organisation et/ou de qualité judiciaire) définis pour les tribunaux (existence d'un système qualité au sein du système judiciaire) ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

Data concerning cancelled and changed decisions are included in the quality standarts.

77) Existe-t-il des personnels spécialisés dans les tribunaux responsables d'une politique de qualité et/ou de systèmes de qualité de la justice ?

- Oui
 Non

78) Existe-t-il un système permettant de mesurer le stock d'affaires en cours et de repérer les affaires non traitées dans un délai raisonnable :

- en matière civile ?
 en matière pénale ?
 en matière administrative ?

79) Disposez-vous d'un moyen de mesurer les temps morts durant les procédures judiciaires?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

80) Existe-t-il un système d'évaluation du fonctionnement des tribunaux basé sur un plan d'évaluation (calendrier de visites) convenu a priori ?

- Oui
 Non

Veillez préciser (y compris en indiquant la fréquence de l'évaluation) :

81) Existe-t-il un dispositif régulier de suivi et d'évaluation de l'activité du Ministère public ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

Every year the Office of Prosecutor defines its priorities and work plan in order to evaluate the effectiveness of the Office of Prosecutor work results.

We also have special methodology to evaluate the individual results of each prosecutor.

In addition the Office of Prosecutor makes analysis regarding the application of norms of the Criminal Law Process and Criminal Law by prosecutors.

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- les caractéristiques du système de suivi et d'évaluation des tribunaux

Veillez indiquer les sources pour les questions 70, 71, 72 et 76

Court Administration.

4. Procès équitable

4. 1. Principes

4. 1. 1. Principes généraux

82) Quel est le pourcentage de jugements de première instance en matière pénale dans lesquels le suspect n'est pas présent ou représenté par un professionnel (ex. avocat) durant l'audience? (jugements par défaut)

83) Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?

Oui

Non

Si possible, nombre de récusations qui ont abouti (en une année) :

N.A.

84) Veuillez préciser les données suivantes concernant le nombre d'affaires relatives à l'Article 6 de la Convention européenne des Droits de l'Homme (durée et non-exécution), pour l'année de référence :

	Affaires déclarées irrecevables par la Cour	Règlements amiables	Jugements constatant une violation	Jugements constatant une non violation
Procédures civiles - Article 6§1 (durée)	N.A.	N.A.	N.A.	N.A.
Procédures civiles - Article 6§1 (non exécution)	N.A.	N.A.	N.A.	N.A.
Procédures pénales - Article 6§1 (durée)	N.A.	N.A.	N.A.	N.A.

Veuillez indiquer les sources pour les questions 82 et 84

82. - Court Administration

84. - Ministry of Justice

4. 2. Durée des procédures

4. 2. 1. Généralités

85) Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :

en matière civile ?

en matière pénale ?

en matière administrative ?

Si oui, veuillez préciser :

86) Existe-t-il des procédures simplifiées :

- en matière civile (petits litiges) ?
- en matière pénale (petites infractions) ?
- en matière administrative ?

Si oui, veuillez préciser (par exemple si une nouvelle loi sur les procédures simplifiées a été adoptée):

87) Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais pour conclure et des dates d'audience) ?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

4. 2. 2. Affaires pénales, civiles et administratives

88) Nombre total d'affaires en 1ère instance (contentieuses et non contentieuses); (veuillez compléter le tableau)

	Affaires pendantes au 1 janvier 2006	Nouvelles d'affaires	Décisions au fond	Affaires pendantes au 31 décembre 2006
Nombre total				

d'affaires civiles, commerciales et administratives(1-7)	21686	57047	57291	21442
1 Affaires civiles (et commerciales) contentieuses*	17463	34010	35972	15501
2 Affaires civiles (et commerciales) non contentieuses*	1409	19933	19279	2063
3 Affaires relatives à l'exécution	N.A.	N.A.	N.A.	N.A.
4 Affaires relatives au registre foncier**	N.A.	N.A.	N.A.	N.A.
5 Affaires relatives au registre du commerce**	N.A.	N.A.	N.A.	N.A.
6 Affaires administratives*	2814	3104	2040	3878
7 Autres				
Nombre total d'affaires pénales (8+9)	3594	9706	33796	3235
8 Affaires pénales (infractions graves)	3594	9706	10065	3235
9 Petites infractions	N.A.	N.A.	23731	N.A.

89) * Les affaires mentionnées aux catégories 3 à 5 (exécution, registre foncier, registre du commerce) sont exclues de ce total et doivent être présentées séparément dans le tableau. Les affaires mentionnées à la catégorie 6 (affaires administratives) sont exclues de ce total pour les pays disposant de tribunaux spécialisés ou d'unités spécialisées au sein des juridictions.

**** s'il y a lieu**

Remarque : pour les affaires pénales il peut y avoir une difficulté de classification entre affaires pénales graves et petites infractions. Certains pays peuvent connaître d'autres voies de traitement des petites infractions (par exemple par la procédure administrative). Veuillez indiquer, si possible, les catégories d'affaires reportées dans la catégorie affaires pénales (infractions graves) et les affaires à reporter dans la catégorie "petites infractions".

Explication

Criminal cases are cases heard according to criminal law procedure,
 Misdemeanour cases are cases heard in the first instance in district (city) courts according to administrative code procedure.

90) Nombre total d'affaires en 2ème instance (appel) (contentieuses et non contentieuses); (veuillez compléter le tableau)

	Affaires pendantes au 1 janvier 2006	Nouvelles d'affaires	Décisions au fond	Affaires pendantes au 31 décembre 2006
Nombre total d'affaires civiles, commerciales et administratives (1-7)	3896	6483	6506	3868
1 Affaires civiles (et commerciales) contentieuses*	2721	4815	4955	2576
2 Affaires civiles (et commerciales) non contentieuses*	46	185	205	26
3 Affaires relatives à l'exécution	N.A.	N.A.	N.A.	N.A.
4 Affaires relatives au registre foncier**	14	200	188	26
5 Affaires relatives au registre du commerce**	N.A.	N.A.	N.A.	N.A.
6 Affaires administratives	1115	1283	1158	1240
7 Autres				
Nombre total d'affaires pénales (8+9)	961	2498	2684	775
8 Affaires pénales (infractions graves)	773	1907	2156	524
9 Petites infractions	188	591	528	251

91) Nombre total d'affaires au niveau des cours suprêmes (contentieuses et non contentieuses);**(veuillez compléter le tableau)**

	Affaires pendantes au 1 janvier 2006	Nouvelles d'affaires	Décisions au fond	Affaires pendantes au 31 décembre 2006
Nombre total d'affaires civiles, commerciales et administratives (1-7)	244	1690	1551	383
1 Affaires civiles (et commerciales) contentieuses*	118	994	908	204
2 Affaires civiles (et commerciales) non contentieuses*	N.A.	N.A.	N.A.	N.A.
3 Affaires relatives à l'exécution	N.A.	N.A.	N.A.	N.A.
4 Affaires relatives au registre foncier**	N.A.	N.A.	N.A.	N.A.
5 Affaires relatives au registre du commerce**	N.A.	N.A.	N.A.	N.A.
6 Affaires administratives	110	613	569	154
7 Autres	16	83	74	25
Nombre total d'affaires pénales (8+9)	32	768	758	42
8 Affaires pénales (infractions graves)	16	527	518	25
9 Petites infractions	16	241	240	17

92) Nombre d'affaires de divorces, licenciements, vols avec violence et homicides volontaires reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance (compléter le tableau)

	Affaires pendantes au 1er janvier 2006	Affaires nouvelles	Décisions	Affaires pendantes au 31 décembre 2006
Divorces	2531	8440	8305	2666
Licenciements	118	147	199	66
Vols avec violence	298	441	485	254
Homicides volontaires	48	93	106	35

93) Durée moyenne des procédures (à partir de la date de saisine du tribunal)

	% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	% d'affaires pendantes de plus de 3 ans	1ère instance	2ème instance	Total de la procédure
Divorces	1,6	0,2	3,9 month	2,8 month	N.A.
Licenciements	51,3	2,0	5,7 month	2,8 month	N.A.
Vols avec violence	45,6	2,7	6,4 month	3,9 month	N.A.
Homicides volontaires	31,1	1,0	6,0 month	4,2 month	N.A.

94) Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce:**95) Comment est calculé le délai de procédure pour les quatre catégories d'affaires ? (veuillez décrire la méthode de calcul)**

The length of proceedings is calculated according to arithmetical mean calculation method.

96) Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix)

possibles):

- diriger ou superviser l'enquête policière
- faire des enquêtes
- quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes
- porter une accusation
- soumettre l'affaire au tribunal
- proposer une peine au juge
- faire appel
- superviser la procédure d'exécution
- classer l'affaire sans suite, sans avoir une décision du tribunal
- clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge
- autre attribution significative

Veillez préciser:

97) Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires civiles et/ou administratives ?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

Prosecutor has the following responsibilities in civil and/or administrative cases. Firstly, submit a complaint or a submission to a court in civil and/or administrative cases provided for by law.

Secondly, take part in the consideration of matters by court in civil and/or administrative cases provided for by law.

The prosecutor represent the interests of persons (incapacitated persons, persons with limited capability, disable, minors, prisoners and other persons who have restricted ability to defend their rights have been violation) and the State in accordance with the procedure prescribed by law.

98) Fonctions du procureur concernant les affaires pénales – veuillez compléter ce tableau :

	Reçues par le Procureur	Classées sans suite par le Procureur parce que l'auteur de l'infraction n'a pas pu être identifié	Classées sans suite par le Procureur en raison d'une impossibilité de fait ou de droit	Classées sans suite par le Procureur pour raison d'opportunité	Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le Procureur	Portées par le Procureur devant les tribunaux
Nombre total	12783	25	300	848	740	12977

d'affaires pénales de 1ère instance							
--	--	--	--	--	--	--	--

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

- les caractéristiques de votre système concernant la durée des procédures et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

Question nr. 98:

The provided information includes all criminal cases.

Question nr. 90:

Data concerns second instance courts and data from Supreme Court Chambers. The Chambers -Criminal Cases and Civil Cases are the appeals bodies which review cases that have been decided by the regional courts, as the court of first instance. An appeal (appellatio in Latin) is a review of the lower court's decision by a higher court that has the authority to review the case, de novo, within the confines of the legal grounds asserted in the request for appeal, or a protest filed by the prosecutor.

Question nr.91:

Data concerns Senate of the Supreme Court. The Senate has the authority to accept cassation appeals in all types of cases, and is the final and supreme judicial body in Latvia. The Senate acts as the court of cassation appeals in cases decided by the Supreme Court Chambers, by regional courts and by district (city) courts. Cassation appeal (cassare in Latin) is a review of the legality of a lower court decision. A cassation appeal does not entail a de novo review. Because the Senate reviews only whether the lower court opinion corresponds to the requirements of the applicable substantive and procedural laws, the Senate is not involved in review of the facts and the evidence in these cases.

Veillez indiquer les sources pour les questions 92 à 94 et question 98

92.-94. - Court Administration

98. - Prosecutor General's Office.

5. Carrière des juges et procureurs

5. 1. Désignation et formation

5. 1. 1. Recrutement, nomination et promotion

99) Comment les juges sont-ils recrutés ?

- Par concours (par exemple après un diplôme universitaire en droit)
- Une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience juridique (par exemple des avocats)
- Une combinaison des deux
- Autres

Si autres, veuillez préciser :

100) Les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

- une instance composée seulement de juges ?
- une instance composée seulement de non juges
- une instance composée de juges et de non juges ?

101) La même instance est-elle compétente pour la promotion des juges ?

- Oui
- Non

Si non, veuillez préciser quelle instance est compétente pour la promotion des juges :

102) Quels critères et procédures sont utilisés pour promouvoir les juges ? (Veuillez préciser)

After nomination of the candidate for the promotion, the Judicial Qualification Board makes the assessment of the candidate by generally using the method of evaluation of performance (the number of decisions taken, the number of confirmed, quashed or amended decisions, existence of complaints) and other data (continuous training, scientific work, pedagogical work etc.).

According to the Law on Judicial Power, Section 98, judges after the completion of attestation examinations, may be granted the following categories of qualification class: the fifth, fourth, third, second or first qualification class in the following sequence: 1) fifth qualification class - after three working years, 2) fourth qualification class - after three working years in office with a fifth qualification class, 3) third qualification class - after four working years in office with a fourth qualification class, 4) second qualification class - after five working years in office with a third qualification class, and 5) first qualification class - after five working years in office with a second qualification class.

A judge may be granted a higher qualification class if he or she has been working with the previous qualification class not less than two-thirds of the time period specified in Paragraph one of this Section and has completed the examinations for the next qualification class.

103) Comment sont recrutés les procureurs ?

- Par concours (par exemple après un diplôme universitaire en droit)
- Une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience juridique (par exemple des avocats)
- Une combinaison des deux
- Autres

Si autres, veuillez préciser :

The candidates to a Prosecutor's position are recruited through a competitive exam. Then, the candidates have in-service training program at a Prosecution Office and a qualification examination.

104) Les procureurs sont-ils recrutés et nommés, initialement en début de carrière, par :

- une instance composée seulement de procureurs ?
- une instance composée de seulement de non procureurs?
- une instance composée de procureurs et de non procureurs?

105) La même instance est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?

- Oui
- Non

Si non, veuillez préciser quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs

106) Quels critères et procédures sont utilisés pour promouvoir les procureurs? (veuillez préciser)

The promoting of prosecutors is carried out in accordance with the provision of the law. The service rank is assigned to a prosecutor according to position held and professional knowledge, qualification and work experience.

In individual cases a prosecutor can be assigned a higher service rank, if he/she has worked in the previous service rank two thirds of the period set in the Law and passed the qualification examination for the next service rank.

The service rank of a Senior State Justice Counselor shall be assigned to the Prosecutor General by the Parliament upon his/her appointment to the said position. Service ranks to other Prosecutors shall be assigned by the Prosecutor General basing on the recommendation of the certification commission.

107) Le mandat est-il à durée indéterminée pour les juges?

Oui

Non

Existe-t-il des exceptions ? Veuillez préciser :

According to the Law "On Judicial Power", judges of a district (city) court shall be appointed to office by the Parliament (Saeima), upon the recommendation of the Minister for Justice, for three years. After a judge of a district (city) court has held office for three years, the Saeima, upon the recommendation of the Minister for Justice, and on the basis of an opinion of the Judicial Qualifications Board, shall confirm him or her in office, for an unlimited term of office, or shall re-appoint him or her to office for a period of up to two years. After the expiration of the repeated term of office, the Saeima, on the recommendation of the Minister for Justice, shall confirm in office a judge of a district (city) court for an unlimited term of office. If the work of a judge is unsatisfactory, the Minister for justice, in accordance with an opinion of the Judicial Qualification Board, shall not nominate a judge as a candidate for a repeated appointment to or confirmation in office.

Judge of a regional court shall be confirmed by the Saeima, upon a recommendation of the Minister for Justice, for an unlimited term of office.

108) Le mandat est-il à durée indéterminée pour les procureurs ?

Oui

Non

Existe-t-il des exceptions ? Veuillez préciser :

109) Si non, qu'elle est la durée du mandat ?**Est-il renouvelable ?**

pour les juges

 oui, veuillez préciser la durée

pour les procureurs

 oui, veuillez préciser la durée**Vous pouvez indiquer ci-dessous :****- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus****- les caractéristiques de votre système de sélection et de nomination des juges et des procureurs et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années**

Question nr. 100:

Judges initially/at the beginning of their carrier are recruited and nominated by the Judicial Qualification Board. According to the law "On Judicial Power", the Judicial Qualification Board is a self-governing judicial institution, the purpose of which is to strenghten the professional independence of judges. At the meetings of the Judicial Qualification Board in an advisory capacity may participate the chairperson of the Judicial Committee of the Parliament, the Minister for Justice, the Prosecutor General, the chief judge of the Supreme Court, the Dean of the Law Faculty of the University of Latvia, the Chancellor of the Police Academy or persons authorised by them, as well as the authorised representative of the Latvian Society of Judges.

5. 1. 2. Formation**110) Nature de la formation des juges.****Est-elle obligatoire?**

- Formation initiale
- Formation continue générale
- Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)
- Formation continue pour des fonctions spécifiques (ex. présidence d'un tribunal)
- Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux

111) Fréquence de la formation des juges :

	Annuelle	Régulière	Occasionnelle
Formation initiale	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation continue générale	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation continue pour des fonctions spécialisées	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation continue pour des fonctions spécifiques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

112) Nature de la formation des procureurs.**Est-elle obligatoire?**

- Formation initiale
- Formation continue générale
- Formation continue spécialisée (ex. procureur spécialisé)
- Formation continue pour des fonctions spécifiques (ex. procureur général et/ou gestionnaires)
- Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux

113) Fréquence de la formation des procureurs :

	Annuelle	Régulière	Occasionnelle
Formation initiale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation continue générale	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation continue spécialisée	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation continue pour des fonctions spécifiques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- des commentaires sur l'attention portée dans les curricula à la Convention européenne des Droits de l'Homme et à la jurisprudence de la Cour
- les caractéristiques de votre système de formation des juges et des procureurs et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

The Prosecution Office provides regular professional training courses for prosecutors in special issues such as economical crime, money laundering issues, organized crime etc. Prosecutors can improve their professional skills independently by using all information, which is accessible for the general public. The Office of Prosecutor also accepts training provided by other institutions such as the State Police, Court Administration. Furthermore, specialised in-service training for prosecutors who have questioning of juveniles is compulsory.

5. 2. Exercice de la profession

5. 2. 1. Salaires

114) Salaires des juges et des procureurs (compléter le tableau)

	Salaire annuel brut (Euro)	Salaire annuel net (Euro)
Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière	13677	9471
Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours	31 686	22 151
Procureur au début de sa carrière	15 257	10 607
Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours	29 689	20 443

115) Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages suivants :

	Juges	Procureurs
Imposition réduite	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Retraite spécifique	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Logement de fonction	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre avantage financier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

116) Si autre avantage financier, veuillez préciser :

According to the Law "On Judicial Power" judges have following additional benefits: additional payment to annual leave, allowance in case a judge has been injured in a serious accident, allowance in case of death of judge's family member or a dependant person, allowance in case of the birth of a child, allowance in case a judge is removed from office due to a reduction in the number of judges, life and health insurance.

Public prosecutors have following additional benefits: allowances in case of injury of a prosecutor and death of a prosecutor or a member of his or her family, insurance of the life and health of a prosecutor, security guarantees for a prosecutor, allowance in the case of birth of a child, annual leave, supplement for the performance of duties off office under circumstances of increased work intensity, allowance in connection with dismissal from a prosecutor position.

117) Un juge peut-il cumuler son travail avec les autres professions suivantes :

	Oui rémunéré	Oui non rémunéré	Non
Enseignement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Recherche et publication	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Arbitrage	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Consultant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Fonction culturelle	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Autre fonction	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

118) Si autre fonction, veuillez préciser

119) Un procureur peut-il cumuler son travail avec les autres professions suivantes :

	Oui rémunéré	Oui non rémunéré	Non
Enseignement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Recherche et publication	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Arbitrage	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Consultant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Fonction culturelle	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre fonction	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

120) Si autre fonction, veuillez préciser :

121) Des indemnités sont-elles accordées aux juges en fonction du respect d'objectifs quantitatifs de production de décisions ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

Veillez indiquer la source pour la question 114

Court Administration, Supreme Court, Prosecutors General Office.

5. 2. 2. Procédures disciplinaires

122) Quelle autorité peut engager des procédures disciplinaires contre les juges et/ou les procureurs ? Veuillez préciser :

According to the Judicial Disciplinary Liability Law disciplinary proceedings against judges are entitled to initiate: 1) the chief judge of the Supreme Court 2), the Minister for Justice, 3) the chief judge of regional courts, 4) the chief judges of district (city) courts.

According to the Law on Prosecution Office the rights to initiate disciplinary proceedings to any prosecutor has Prosecutor General or Head of Prosecutors.

123) Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges et des procureurs ? Veuillez préciser:

According to the Judicial Disciplinary Liability Law matters concerning disciplinary and administrative violations by judges of district (city) courts, Land Registry Offices, regional courts and the Supreme Court shall be examined by the Judicial Disciplinary Board. The composition of the Judicial Disciplinary Board shall be the chief judge of the Supreme Court and his or her deputy, three judges of the Supreme Court, two chief judges of regional courts, two chief judges of district (city) courts and two heads of Land Registry Offices. The members of the Judicial Disciplinary Board (with the exception of the chief justice of the Supreme Court) shall be elected by secret ballot for four years at a conference of judges. The chairperson of the Judicial Disciplinary Board shall be the chief judge of the Supreme Court. The Judicial Disciplinary Board from among their own members shall elect the vice-chairperson of the Judicial Disciplinary Board. The Minister for Justice and the Prosecutor General, or persons authorised by them, as well as a person authorised by the Board of the Latvian Society of Judges, may participate in the sittings of the Judicial Disciplinary Board in an advisory capacity. The Judicial Disciplinary Board shall act in accordance with by-laws approved by the Judicial Disciplinary Board.

According with the Office of the Prosecutor Law the Prosecutor General or Head Prosecutors have the disciplinary power on prosecutors. Head Prosecutors have the right to make an annotation and reprimand to Prosecutors of the institution or structural unit under their management. If a violation of a more serious nature has been committed, a head of an institution may submit to the Prosecutor General a proposal to apply another disciplinary sanction.

Prior to the reduction of monthly salary, Prosecutor's reduction in service rank, demotion in position or dismissal, the received materials are submitted to the certification commission for the provision of an opinion. A person may appeal a decision on the applied disciplinary sanction to a court.

124) Types de procédures disciplinaires et sanctions à l'encontre des juges et des procureurs : nombre de procédures disciplinaires intentées

	Juges	Procureurs
Nombre total (1+2+3+4)	15	21
1. Faute déontologique	2	2
2. Délit pénal	0	0
3. Insuffisance professionnelle	0	0
4. Autre	13	19

125) Types de procédures disciplinaires et sanctions à l'encontre des juges et des procureurs : nombre de sanctions prononcées

	Juges	Procureurs
Nombre total (total 1 à 9)	15	21
1. Réprimande	4	8
2. Suspension		
3. Révocation		
4. Amende		
5. Diminution de salaire temporaire		4
6. Rétrogradation de poste		
7. Mutation dans un autre tribunal géographiquement		
8. Démission	3	1
9. Autre	8	8

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- les caractéristiques de votre système de procédures disciplinaires pour les juges et les procureurs et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

Question nr. 124.: In the section "other" for judges are classified following types of disciplinary proceedings: gross negligence during the adjudication of a case in court, intentional violation of law, as well as breach of job responsibilities. And as regard section other for prosecutors there are classified intentional breach of job responsibilities.

Question nr. 125: In the section "other" for judges are classified following disciplinary sanctions: annotation and cases when disciplinary proceedings are scrutinized and dismissed.

6. Avocats

6. 1. Statut de la profession

6. 1. 1. Profession

126) Nombre d'avocats exerçant dans votre pays

858

127) Ce chiffre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter en justice ?

- Oui
 Non

128) Nombre de conseillers juridiques

N.A.

129) Les avocats ont-ils le monopole de la représentation en justice ?

- Affaires civiles*
 Affaires pénales - Défendeur*
 Affaires pénales - Victime*
 Affaires administratives*

*Le cas échéant, veuillez préciser si cela concerne tous les niveaux d'instance. En cas de non monopole, veuillez préciser les organismes ou personnes pouvant représenter les clients devant un tribunal (par exemple une ONG, membre de la famille, syndicat, etc....) et pour quelles affaires.

Participants in administrative proceedings may participate in the proceedings with the assistance of or through their representative. The representative may be any natural or legal person with capacity to act, subject to the restrictions set out in Sections 36 and 37 of Administrative Procedure Law.

In the civil procedure also any natural person may be an authorised representative, taking into account the restrictions specified in Section 84 of Civile Procedure Law. In criminal procedure a defence counsel shall be an advocate practicing in Latvia who implement the defence in criminal proceedings, or a specific stage or separate procedural action thereof of a person who has the right to defence. In order to completely ensure the rights and interests of a minor person who has the right to defence, the representative thereof may participate in criminal proceedings.

130) La profession d'avocat est-elle organisée à travers :

- un barreau national ?
 un barreau régional ?
 un barreau local ?

Veuillez préciser :

The Latvian Council of Sworn Advocates is the managerial, control and executive body of

the Latvian Collegium of Sworn Advocates. The Latvian Council of Sworn Advocates shall decide on the admittance and inclusion of sworn advocates and assistants of sworn advocates, on the discharge, suspension or dismissal of sworn advocates and assistants of sworn advocates, as well as on arrest of activities of several sworn advocates and assistants of sworn advocates etc.

Veillez indiquer la source pour la question 126

Ministry of Justice, www.adokatura.lv

6. 1. 2. Formation

131) Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?

- Oui
- Non

132) Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?

- oui
- Non

133) La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations/à un certain niveau de diplôme/à certaines autorisations ?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

6. 1. 3. Honoraires

134) Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats ?

- Oui

Non

135) Les honoraires des avocats sont-ils :

- réglementés par la loi ?
 réglementés par le Barreau ?
 librement négociés ?

6. 2. Evaluation

6. 2. 1. Plaintes et sanctions

136) Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?

Oui
 Non

137) Si oui, qui est responsable de la formulation de ces normes de qualité:

- le Barreau ?
 le législateur ?
 autre ?

Veillez préciser (y compris une description des critères de qualité utilisés):

Persons may be admitted as sworn advocates if they: have a faultless reputation, have received a state-recognised diploma of second-level higher education in law and have obtained the qualifications of a lawyer, are fluent in the official language, have obtained work experience working in one of the following positions: the position of judge, at least two years – the position of prosecutor, sworn bailiff or sworn notary, at least three years – assistant to an advocate, at least three years – in the position of academic personnel specialising in law at an institution of higher education, at least five years – in any other position with a juridical speciality, have passed the advocate examination. Doctors of Law shall be exempted from the advocate examination.

138) Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant :

- la prestation de l'avocat ?
 le montant des honoraires ?

Veillez préciser :

In September 2007 The Latvian Council of Sworn Advocates established the Commission of ethics for lawyers.

An administrative, supervisory and executive institution of the Latvian Collegium of Sworn Advocates is The Latvian Council of Sworn Advocates.

139) Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires :

- le juge ?
- le ministère de la Justice ?
- une instance professionnelle ou autre ?

Veillez préciser :

In case if law and other regulatory enactments, the Articles of association of the Latvian Collegium of Sworn Advocates, as well as the instructions regulating the work of sworn advocates and the norms of the professional ethics of sworn advocates are violated the Latvian Council of Sworn Advocates may initiate disciplinary proceedings upon the proposal of the court or prosecutor, as well as on the basis of the complaints of persons or upon their own initiative, sending the case materials for examination to the Disciplinary Proceedings Commission.

The Latvian Council of Sworn Advocates is also entitled to explain to sworn advocates the wrongfulness of their conduct, without initiating disciplinary proceedings.

**140) Procédures disciplinaires et sanctions à l'encontre des avocats:
Procédures disciplinaires initiées**

	Faute déontologique	Insuffisance professionnelle	Délit pénal	Autre
Nombre annuel	4			

**141) Procédures disciplinaires et sanctions à l'encontre des avocats :
Types de sanctions prononcées**

	Réprimande	Suspension	Révocation	Amende	Autre
Nombre annuel	2		1		1

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- les caractéristiques de votre système d'organisation du Barreau et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

According to the Article 71 of the Law On the Bar the Latvian Council of Sworn advocates (the managerial, control and executive body of the Latvian Collegium of Sworn Advocates / the Latvian Bar) may instigate disciplinary proceedings upon the recommendation of the court or the prosecutor, as well as upon complaints from persons or upon its own initiative, sending the materials of the case for revision to the Disciplinary Commission. The Latvian Council of Sworn advocates also has the rights to explain to the sworn advocates the impropriety of their actions, not instigating disciplinary proceedings.

7. Modes alternatifs de règlement des litiges

7. 1. Médiation et autres formes de règlement des litiges

7. 1. 1. Médiation

142) Le cas échéant, veuillez préciser, par type d'affaires, l'organisation de la médiation judiciaire :

	Possibilité de médiation privée ou médiation annexée au tribunal	Médiateur privé	Instance publique	Juge	Procureur
Affaires civiles et commerciales	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Affaires familiales (ex: divorces)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Affaires administratives	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Licenciements	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Affaires pénales	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

143) Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des procédures de médiation ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez spécifier :

144) Pouvez-vous donner des informations sur les médiateurs accrédités ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez indiquer le nombre de médiateurs :

145) Pouvez-vous donner des informations sur le nombre total de procédures de médiation concernant :

- les affaires civiles ? oui, nombre :
- les affaires familiales ? oui, nombre :
- les affaires administratives ? oui, nombre :

les affaires de licenciements ?

oui,
nombre :

les affaires pénales ?

oui, 317
nombre :

Veillez indiquer la source pour la question 145

State Probation Service statistics on mediation.

7. 1. 2. Autres formes de règlement des litiges

146) Pouvez-vous donner des informations sur les autres mesures alternatives de règlement des litiges (par ex. arbitrage) ? Veuillez spécifier :

Arbitration

An Arbitration court may be established for the resolution of a specific dispute. It may also operate permanently. A permanent Arbitration court shall operate on the basis of articles of association or by-law, whereas an Arbitration court established for the resolution of a specific dispute shall operate in accordance with the procedures prescribed by this Civil Procedure Law. The resolution of disputes by an Arbitration court is not entrepreneurial activity.

There are 143 Arbitration courts registered in Latvia.

Conciliation

In preparing a matter for trial and In the course of the trial of a matter the judge shall strive to reconcile the parties.

In civil matters regarding dissolution or annulment of a marriage, settlement by the parties shall be permitted only in disputes related to family legal relationships.

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

- les caractéristiques de votre système de modes alternatifs de règlements des litiges et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

Comment on question 144

There is no national authority which is responsible for accrediting mediators. Considering that mediators are certified by non-governmental organizations, statistic data cannot be provided.

Comment on question 145

Mediation in criminal matters managed by State Probation Service, which offers mediation service since 2004. In total 51 mediation cases in 2004 (the first year when mediation service was provided) and around 50 cases in 2005. In 2006 317 mediation cases were initiated (59 cases were stopped at very early stage, 91% out of 258 mediation cases were successful (a settlement was concluded)). Mediation process is for free. All the expenses are covered by the state budget.

Main activities

Twinning project "Dispute resolution system and provision of training for legal practitioners"

November 2005 – August 2007

The project was carried out by the Ministry of Justice and German Foundation for International legal cooperation.

The mentioned project contained 25 mediation related activities, for example, creating mediation web-site, organizing awareness campaign (brochures, articles), elaboration of video about family mediation, an action plan of ADR secretary, drafting training curricula, organizing trainings of mediators as well as training of trainers seminars, developing training manuals.

Mediation project managed by the Ministry for Children and Family Affairs

Experience: In June 2006 a pilot project for family mediation was started. Taking into account the great success of it, the mediation project in the State program for the improvement of children and family affairs in year 2007 is included as an independent activity.

Model: Voluntary mediation (frequently recommended by judge). Mediation service is provided by two mediators (a lawyer and a psychologist), in total five sessions (each two hours long) are available for the parties (couples, family members).

Number of cases: In total 23 cases (June – December 2006).

Cases: Dissolution of marriage, property questions, custody and maintenance of children.

Expenses: Mediation service is for free. All expenses are covered by the state budget.

The strategy of the Ministry of Justice 2007 – 2009 (adopted in year 2006)

The development of ADR is one of the strategic goals for the Ministry of Justice in years 2007 – 2009.

8. Exécution des décisions de justice

8. 1. Exécution des décisions civiles

8. 1. 1. Fonctionnement

147) Nombre d'agents d'exécution

137

148) Les agents d'exécution sont-ils :

- des juges ?
- des huissiers de justice exerçant en profession libérale ?
- des huissiers de justice attachés à une institution publique ?
- d'autres agents d'exécutions ?

Veillez préciser leur statut :

Sworn bailiffs are persons belonging to the court system assigned to regional courts and perform the duties prescribed by laws. In respect of the official activities sworn bailiffs shall be comparable to State officials.

149) Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'agent d'exécution?

- Oui
- Non

150) La profession d'agent d'exécution est-elle organisée par :

- une instance nationale ?
- une instance régionale ?
- une instance locale ?

151) Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution?

- Oui
- Non

152) Les frais d'exécution sont-ils :

- réglementés par la loi ?
- librement négociés ?

Veillez indiquer la source pour la question 147

Ministry of Justice, www.lzti.lv, Law on Bailiffs, Regulations nr. 1021 "Regulations on number of bailiffs, officary place, district and limit of it" (27.12.2005.)

8. 1. 2. Supervision**153) Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?**

- Oui
- Non

154) Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution :

- une instance professionnelle ?
- le juge ?
- le ministère de la Justice ?
- le procureur ?
- autre ?

Veillez préciser :

Direct supervision of sworn bailiffs shall be in the jurisdiction of such regional court in the territory of operation of which their office is located.

The district (city) court shall perform supervision of the official activities of sworn bailiffs in accordance with civil procedural procedures.

The Council of Latvian Sworn Bailiffs is the representative and supervisory authority of Latvian sworn bailiffs, as well as the administrative and executive body of the Collegium of Latvian Sworn Bailiffs. The Council of Latvian Sworn Bailiffs may initiate a disciplinary matter against a sworn bailiff upon a proposal of a judge or a prosecutor, as well as pursuant to a complaint of a person or on its own initiative.

The Minister of Justice may initiate a disciplinary matter against a sworn bailiff upon a proposal of a judge or a prosecutor, as well as pursuant to a complaint of a person or on his or her own initiative.

155) Des normes de qualité sont-elles formulées pour les agents d'exécution ?

- Oui
- Non

Si oui, quelle est l'autorité chargée de formuler ces normes de qualité et quels sont les critères de qualités utilisés?

Quality standards are formulated by the Ministry of Justice.

Sworn bailiffs may be persons who: have a knowledge of the official language at the highest level, conform to the following educational criteria: a second level highest professional education in law and the qualification of a lawyer has been acquired on the basis of the acquisition of an accredited study programme at an institution of higher education, and a masters degree in law has been acquired. have acted as assistants to a

sworn bailiff for at least two years or for at least five years have worked in such offices of the court system during the fulfilment of duties of which they may have acquired the knowledge required for the work of a sworn bailiff. and have passed a sworn bailiff examination.

156) Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

Veuillez indiquer les sources pour les questions 155 et 156

Ministry of Justice, Law on Bailiffs, Administrative Procedure Law.

8. 1. 3. Plaintes et sanctions

157) Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ? (Veuillez n'en indiquer que 3 au maximum)

- absence de toute exécution ?
 non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques?
 manque d'information ?
 durée excessive ?
 pratiques illégales ?
 supervision insuffisante ?
 coût excessif ?
 autre ?

Veuillez préciser:

Main complaints of users also are about bailiffs' non-observance of enforcement procedure.

158) Votre pays a-t-il préparé ou adopté des mesures concrètes pour changer la situation concernant l'exécution des décisions de justice – en particulier les décisions rendues contre les autorités publiques?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser :

There is a draft law for the Law on Bailiffs where examination for bailiffs is foreseen once in 5 years.

159) Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :

pour les affaires civiles ?

pour les affaires administratives ?

160) Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction :

entre 1 et 5 jours ?

entre 6 et 10 jours ?

entre 11 et 30 jours ?

plus ?

Veuillez préciser :

161) Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution:

Faute déontologique	<input checked="" type="checkbox"/> oui,	1
	nombre :	
Insuffisance professionnelle	<input type="checkbox"/> oui,	
	nombre :	
Délit pénal	<input type="checkbox"/> oui,	
	nombre :	
Autre	<input checked="" type="checkbox"/> oui,	21
	nombre :	

162) Sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution :

Réprimande	<input checked="" type="checkbox"/> oui, nombre :	4
Suspension	<input checked="" type="checkbox"/> oui, nombre :	1
Révocation	<input checked="" type="checkbox"/> oui, nombre :	6
Amende	<input type="checkbox"/> oui, nombre :	
Autre	<input checked="" type="checkbox"/> oui, nombre :	11

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

- les caractéristiques de votre système d'exécution des décisions civiles et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

Comment on question 161:

Other means non observance of procedure.

Comment on question 162:

Other means warning

Committee for initiating disciplinary proceedings against enforcement agents - the Council of Latvian Sworn bailiffs, was established in year 2003.

There were made changes concerning the functions of bailiffs, as well as the examination process.

Veillez indiquer les sources pour les questions 157 et 160

Question 157 – Council of Latvian Sworn Bailiffs.

Question 157 - Ministry of justice, Civil Procedure Law (Article 555)

A bailiff, when about to commence execution, shall notify the debtor by sending or issuing a proposal regarding a duty to execute the adjudication voluntarily within 10 days. If the adjudication is to be executed without delay, the time period for voluntary execution of not less than three days shall be set. (..)

8. 2. Exécution des décisions pénales**8. 2. 1. Fonctionnement****163) Existe-t-il un juge chargé spécifiquement de l'exécution ?**

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle).

Si non, veuillez préciser quelle autorité est compétente pour l'exécution des jugements (par ex: procureur).

According to the "Criminal Procedure Law" Section 634, Article 6 "Procedures for the Execution of Judgments and Decisions" - a court of the first instance shall control the complete execution of a judgment and decision.

164) En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

According to the statistics report about execution of judgments decided by a criminal court 1151 judgments of 2724 cases left from previous years and 1377 new cases from year 2006 were executed in year 2006 (report is provided by the Council of Latvian Sworn Bailiffs).

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- **tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus**
- **les caractéristiques de votre système d'exécution des décisions pénales et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années**

9. Notaires

9. 1. Statut

9. 1. 1. Fonctionnement

165) Existe-t-il des notaires dans votre pays ? Si non, allez à la question 170.

- Oui
 Non

166) Les notaires ont-ils un statut :

- | | | |
|--|---|-----|
| privé (sans contrôle par une autorité publique)? | <input type="checkbox"/> oui,
nombre : | |
| de profession libérale réglementée par les pouvoirs publics? | <input type="checkbox"/> oui,
nombre : | |
| public ? | <input checked="" type="checkbox"/> oui,
nombre : | 131 |
| autre ? | <input type="checkbox"/> oui,
nombre et précisez : | |

167) Le notaire exerce-t-il une fonction :

- dans le cadre de la procédure civile ?
 dans le domaine du conseil juridique ?
 pour authentifier les actes/certificats ?
 autre ?

Veillez préciser :

A sworn notary has duty to make notarial deeds, certifications, accept money, securities and documents for bailment, conduct inheritance matters, draw up property division drafts in cases provided for by law, perform other activities provided for by laws.

A sworn notary is also permitted to ensure the fixing of rights and security of rights in land registers, to secure permits, certificates and other documents, required for the closure or fixing of deeds to be notarially made or certified, from State, local government and private institutions, as well as from officials and private persons, to draw up draft deeds, draft contracts and drafts of other documents related to the activity of a sworn notary, as well as make copies and translations, and to provide any other legal assistance.

Veillez indiquer la source pour la question 166

Ministry of Justice, Regulations Nr. 215 "Regulations on sworn notary officary places" (29.03.2005.)

9. 1. 2. Supervision

168) Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?

- Oui
 Non

169) Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler notaires :

- une instance professionnelle ?
 le juge ?
 le ministère de la Justice ?
 le procureur ?
 autre ?

Veillez préciser :

The Council of Sworn Notaries of Latvia or the Minister for Justice may initiate a disciplinary matter pursuant to a proposal from a court or prosecutor, or pursuant to complaints from persons or on its own initiative.

The Council of Sworn Notaries of Latvia shall supervise and control the activity of sworn notaries and assistants to sworn notaries, examine complaints and reports submitted in respect of them, as well as impose disciplinary sanctions upon them.

Direct supervision of the activities of sworn notaries shall be assigned to that regional court in the district of which their place of office is located.

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

- les caractéristiques de votre système notarial et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

There is draft law for the Notariate Law where examination for notaries is foreseen once in 5 years.

10. Fonctionnement de la justice

10. 1. Réformes envisagées

10. 1. 1. Réformes

170) Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles envisagées ? (par exemple modification de la législation, modification dans la structure judiciaire, programme d'innovation, etc. ...) Si oui, veuillez préciser.

Current debate:

- The transition to such a court system, where cases in the first instance are tried by district courts, the appealed cases are tried by regional courts and cassation cases are reviewed by the Supreme Court. Some specific cases are tried by regional courts as first instance court
- The possible establishment of the Council for the Judiciary – an institution with consultative and coordinating functions that would participate in the development of court system's strategy and policy, as well as in the improvement of court system's functioning
- Formation of judge's candidates corpus in order to fill the judge vacancies in a quick and effective way
- Conception project "Using of audiorecords and video conferences in a court proceedings". The aim of this conception is to define a conceptual standpoints for modernization of judicial proceedings to improve the quality of court proceedings, making process more effective and promoting efficient use of court staff.

Changes in the legislation:

- Establishment of the Committee of Ethics which would be a self-governmental institution within the framework of judiciary.

Court Unified Information System:

- Court Unified Information System starting from November 1st, 2007 enables random distribution of cases in the courts
- Starting from December, 2007, the distribution of court summons are fully automated process.